

Le Sud-Africain Mbeki, l'homme fort du continent devenu "punching-ball"

@rib News, 14/07/2008 - Source AFP Le président sud-africain Thabo Mbeki, autrefois le dirigeant le plus influent du continent, est confronté durant sa dernière année à la tâche de l'Etat à une remise en cause croissante de son autorité, aussi bien sur la scène internationale qu'intérieure. "Il est devenu une cible facile à pointer sur n'importe quel sujet. Si on veut faire un commentaire clair sur le Zimbabwe, on critique Mbeki. Partout, il est devenu le punching-ball politique", estime l'analyste Adam Habib, basé à Pretoria.

Thabo Mbeki, président de la première puissance économique du continent, bénéficiait il n'y a pas si longtemps d'une aura internationale liée à ses efforts de médiation dans plusieurs pays, notamment en République démocratique du Congo (RDC). Il est aujourd'hui poussé vers la sortie depuis qu'il a perdu fin 2007 la présidence du Congrès national africain (ANC, au pouvoir) au profit de son rival Jacob Zuma, et à cause de son échec à enrayer la descente aux enfers du Zimbabwe. "Quand vous avez vraiment perdu toute crédibilité envers le parti au pouvoir, quand il ne vous reste que neuf mois (à la tête de l'Etat), vous avez les ailes coupées", poursuit M. Habib. Ce week-end, Washington a accusé M. Mbeki d'être "déconnecté" des réalités après le vote négatif de Pretoria sur un projet de résolution qui prévoyait des sanctions envers le Zimbabwe. Sur le plan intérieur, deux centres de pouvoir semblent être entrés en concurrence après le congrès de décembre 2007: le camp Mbeki au pouvoir et le camp Zuma aux commandes du parti. Ce dernier semble avoir pris un avantage ce week-end, en obtenant la nomination au gouvernement du numéro deux du parti Kgalema Motlanthe. Pressenti pour être le candidat de l'ANC à la présidentielle de 2009 en cas de condamnation pour corruption de Jacob Zuma, il prendra certaines fonctions dévolues à une proche de M. Mbeki, la vice-présidente Phumzile Mlambo-Ngcuka. Autre signe de son déclin: l'ANC se partagerait à limoger deux responsables provinciaux nommés par le président: le chef du gouvernement de la province du Western Cape Ebrahim Rasool et son homologue de l'Eastern Cape Nosimo Balindlela. Pour l'analyste politique Aubrey Matshiqi, "on a affaire à quelqu'un qui est presque à la fin de sa présidence et son gouvernement est attaqué de toutes parts... le taux de popularité de Mbeki et ses proches n'a jamais été aussi bas que maintenant". "En raison de tous les problèmes auxquels il a été confronté depuis un an, il apparaît comme un chef d'Etat en panne sèche", ajoute le journaliste de Business Day. Outre l'ANC et le chef de l'Etat, c'est le gouvernement dans son ensemble qui semble paralysé par la situation, selon l'universitaire Dirk Kotze. "Il y a beaucoup de gens au gouvernement qui ne savent pas quoi faire pour le moment. Il y a presque une paralysie du gouvernement, un manque d'énergie", remarque-t-il en soulignant le "malaise" entre les deux camps. Ce point de vue a été vivement réfuté lundi par le secrétaire général de l'ANC Gwede Mantashe pour qui les relations au sein du parti sont "sans faille". M. Mantashe a toutefois affirmé que le parti avait naturellement un droit de regard sur la conduite des affaires du pays. "C'est la responsabilité de l'ANC de faire en sorte que l'ANC obtienne des résultats" quand il est au pouvoir, a-t-il dit. Ce n'est pas de l'ingérence, c'est prendre nos responsabilités au sérieux. "NdlR : Pour rappel, c'est l'Afrique du Sud qui conduit la médiation régionale dans le processus de paix au Burundi.